

Des demandeurs d'asile se paient des prostituées... avec notre argent !



Pendant plus d'un an, une mère de famille nigériane de 3 enfants entretenue par l'Etat français, logée dans un centre de demandeurs d'asile ADOMA à Loudun, faisait venir de Paris des prostituées nigérianes en début de mois quand ses co-résidents étrangers touchaient leur « salaire » mensuel d'inactivité.

<http://www.pourlesnotres.fr/2017/07/la-mama-proxenete-voulait-juste-manger-africain/>

Légalement les Français se doivent d'entretenir les étrangers qui arrivent dans leur grande majorité **illégalement** de plus en plus nombreux sur notre territoire. Et tous de demander l'asile. Pendant des mois, voire des années que leurs dossiers sont examinés, ils sont logés, vêtus, soignés et disposent d'une somme d'argent mensuelle en principe destinée à leur nourriture. Comme on peut le voir, en plus de satisfaire l'appétit proprement dit cela sert parfois à satisfaire

l'appétit sexuel ! Bien sûr **obligatoirement** à la charge des contribuables taxés de plus en plus. Impôts supplémentaires en 2017 par foyer fiscal imposable : **1118 euros !** (selon l'association **Contribuables Associés**, association non subventionnée)

A côté de la charge financière que cela implique pour ceux qui travaillent ou ont travaillé parfois durement, il est choquant de voir que beaucoup d'argent est dépensé pour des étrangers qui à 90% s'avéreront être des illégaux donc des hors la loi en principe pas admissibles à l'asile mais qui s'incrusteront à l'usure sur notre territoire grâce à l'aide d'associations bien subventionnées ! En plus, ce n'est un secret pour personne, sauf pour ceux qui ne veulent voir dans l'immigration que des côtés positifs, que l'immigration incontrôlée que nous subissons entretient des réseaux mafieux de proxénètes (hommes et femmes) dont une des sources importantes de prostituées provient précisément du Nigéria. Dans ce pays d'Afrique, il est facile de trouver quelqu'un qui organisera le voyage, les faux-papiers, et un « travail » assuré sur place (= sur le trottoir) et des passes à faire à tour de bras puisque rémunérées de 5 à 10 euros pour rembourser la dette (20 000 à 50 000 euros). Et ça arrive de plus en plus en Europe: en 2013, elles étaient 433... en 2014, 5000... et maintenant plus de 10 000 !

Dernièrement, le Président du Nigéria reconnaissait que ce n'était pas du racisme si les immigrants nigériens avaient une réputation négative puisque ceux-ci se retrouvaient souvent en prison à cause de trafics de drogue ou de traite des êtres humains. Il faisait bien mention également des plus de 10 000 femmes nigérianes contraintes de se prostituer.

Dans les nombreuses affaires de proxénétisme jugées en France, il apparaît que si beaucoup du trafic de la filière nigérienne se concentre à Paris et dans la région parisienne, des villes plus ou moins grandes de province sont largement pourvues en la matière: Lyon, Marseille, Lille, Nantes, Nice, Le Havre,

Cannes, Poitiers etc.

En plus des passeurs qui font convoier la marchandise humaine, il n'y a pas que des proxénètes, nigériens et des nigérianes (les mamas maquereilles) qui profitent de ce trafic d'esclaves sexuelles, il y a aussi des Français peu scrupuleux pourvoyeurs de faux papiers et de logements souvent minables.

<https://www.youtube.com/watch?v=mwmbdK4X0Jc>

Tout un monde glauque, sordide, malfaisant a pu prospérer et continuera à s'enrichir malgré quelques arrestations pour l'exemple tant que l'immigration sera, comme elle l'est depuis trop longtemps, sans frontières, surprotégée par les associations subventionnées de bobos-gauchistes, les partis de gauche et ultra-gauche, des syndicats... Ils sont responsables prioritairement du calvaire le plus souvent honteux, physique, moral, sanitaire que subissent les prostituées nigérianes.

Pour se donner bonne conscience, certains de ces irresponsables, endormis sous des tonnes d'idéologie absurde, donnent à voir (exhibent plutôt) des prostituées à qui on offre un titre de séjour et protection si elles dénoncent leur proxénète. A Poitiers, par exemple sur environ 70 prostituées nigérianes, 5 ont été prises en charge. Conséquences de cette protection des nigérianes : il en viendra encore plus. Si certaines qui arrivent peuvent se sentir piégées par le « métier » qui leur est demandé d'effectuer (qui n'est pas celui qui leur avait été annoncé), d'autres savent très bien ce qui les attend, certaines expulsées qui rentrent au pays ne sont pas sans le faire savoir. Seulement si on leur fait miroiter l'assurance qu'elles auront rapidement un moyen de quitter la prostitution et en même temps d'obtenir un titre de séjour, pourquoi hésiteraient-elles à venir ?

Le phénomène de la prostitution nigériane n'est donc pas près de disparaître.

Le **coût de la prostitution** pour la société française serait d'environ 1,6 milliard d'euros. Pas grave, Super-Macron nous obligera, en nous faisant la leçon en prime, à poursuivre l'effort. En matière de ponction fiscale il sait trouver l'endroit où nous saigner toujours plus.

Pourtant, en 2016, le Nigéria était considéré comme la 1^{ère} puissance économique du continent africain grâce au pétrole. Aux Nigériens et Nigérianes de les exploiter et non pas venir exploiter chez nous des richesses que nous n'avons pas ! Inadmissible donc que le Nigéria soit le 1^{er} pays d'émigration illégale pour rejoindre l'Europe via la traversée de la Méditerranée.

D'autre part, sachant qu'en France 80 à 90 % des prostituées sont d'origine étrangère, pour beaucoup des miséreuses nigérianes, on saura vite reprocher aux Français la misère que celles-ci y trouvent et y trouveront. Et le CRAN de pleurer encore pour longtemps que les personnes noires sont toujours cantonnées aux métiers que les français ne veulent pas faire... et ne sont pas assez représentées au niveau des responsabilités dans notre pays...

Françoise Lerat